



Alerte presse

Seul un prix équitable peut (enfin) répondre à la colère des agriculteurs

Depuis plusieurs jours, les agriculteurs manifestent massivement leur colère dans toute la France et dans plusieurs pays européens, dénonçant des conditions de travail et de vie difficiles et un mal-être généralisé. Ils pointent par exemple le prix trop bas, ou les contraintes des normes environnementales.

Mais ces exigences environnementales ne seraient pas un poids si le métier d'agriculteur était correctement rémunéré. Malgré les lois EGALIM, force est de constater que le prix des matières premières agricoles n'est pas sanctuarisé et la rémunération des agriculteurs n'est pas garantie. C'est le cœur du problème, alors que la plupart des autres professions disposent de revenus prévisibles et garantis.

De par son modèle, le commerce équitable propose, depuis 30 ans, de protéger les agriculteurs et leur rémunération. Il le fait jusqu'ici sous la forme d'un cahier des charges volontaire et d'un logo, pas par la loi. Il faut aller plus loin.

En s'inspirant de ce modèle volontaire qui a fait ses preuves, il est nécessaire d'instaurer de façon contraignante des prix planchers rémunérateurs, qui permettraient aux agriculteurs de couvrir leurs coûts de production, de se rémunérer dignement et d'avoir les moyens de mettre en œuvre la transition agroécologique. Ces prix internaliseraient dans le prix final des produits leur vrai coût social et environnemental.

Le poids de la transition écologique ne peut et ne doit pas reposer uniquement sur les agriculteurs ou sur le porte-monnaie du consommateur. Il faut un partage du coût et du risque tout au long de la chaîne d'approvisionnement qui doit passer par une conscientisation et un réel engagement de tous les maillons (industriels et distributeurs) ainsi que par une transparence des marges qui éviterait les abus.

Un consensus émerge depuis des années : les Français sont attachés et valorisent le travail des agriculteurs.

Et la transition écologique n'est évidemment pas possible si l'on reste dans une situation de libéralisation débridée des échanges de matières agricoles. Comme l'illustre la campagne « on marche sur la tête », le problème est celui des injonctions contradictoires qui demandent de produire mieux tout en restant compétitif dans un marché mondialisé.

À propos de Max Havelaar France

L'ONG Max Havelaar France, membre fondateur du mouvement international Fairtrade/Max Havelaar, agit pour un commerce équitable, respectueux des droits humains et de l'environnement. Avec le label Fairtrade/Max Havelaar, elle mobilise les entreprises, les consommateurs et les pouvoirs publics afin de transformer les pratiques et de soutenir les producteurs et travailleurs défavorisés. Elle sensibilise l'opinion publique et milite en faveur d'une économie mondiale éthique et responsable.

Pour en savoir plus : <https://www.maxhavelaarfrance.org/actualites/presse/>

CONTACTS PRESSE

Agence Etycom | Aelya NOIRET | 06 52 03 13 47 | a.noiret@etycom.fr